

ARRONDISSEMENT D'APT

Mis en ligne le : 10 AVR. 2024

MAIRIE  
DE  
**CADENET**

84160 Cadenet

Téléphone 04 90 68 13 26  
E-mail : [accueil@mairiecadenet.fr](mailto:accueil@mairiecadenet.fr)  
Internet : [www.mairie-cadenet.fr](http://www.mairie-cadenet.fr)

N° 187 / 2024

**ARRÊTÉ**  
**PORTANT AUTORISATION DE**  
**STATIONNEMENT TEMPORAIRE**  
**RUE VICTOR HUGO**  
**En raison d'un déménagement**

**Le Maire de CADENET,**  
VU, le Code Général des Collectivités Territoriales et les articles L 2212-1 à L 2212-5 ;  
VU, le Code de la route et notamment ses articles R 417-10, R 325-1 et suivants ;  
VU, le code Pénal et notamment son article R 610 – 5 ;  
VU, le code de la voirie routière ;  
VU, le livre V du code de la sécurité intérieure ;  
VU, la demande d'autorisation formulée par Madame DELBART Magali, pour son déménagement au numéro 14 Rue Victor Hugo, le mardi 30 avril 2024, de 9h30 à 16h00 ;  
**CONSIDÉRANT** que les places et voies destinées à accueillir le déménagement sont habituellement réservées à la circulation ;  
**CONSIDÉRANT** qu'il convient de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter tout incident sur la voie publique ;

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup> :** Le mardi 30 avril 2024, de 9h30, à 16h00;

- Madame DELBART Magali est autorisée à stationner pleine voie le véhicule nécessaire au déménagement devant le 14 Rue Victor Hugo.
- La circulation est interdite Rue Victor Hugo, dans sa partie comprise entre l'intersection de la rue Michelet et la place du 14 juillet, le temps du déménagement.

**Article 2 :** Cette autorisation est conforme à la réglementation en vigueur et mise en place par les bénéficiaires.

**Article 3 :** La signalisation est affichée par les services municipaux et enlevée dans les 48 heures. Au-delà, le maintien de la signalisation est à la charge des bénéficiaires.

**Article 4 :** Tout véhicule en infraction à l'article 1 est considéré en stationnement gênant au terme de l'article R. 417-10 du Code de la Route. Le véhicule en infraction peut faire l'objet d'une mise en fourrière, en application de l'article R. 325-1 et suivants du Code de la Route.

**Article 5 :** La présente décision peut faire l'objet à compter de sa publication.

- D'un recours gracieux
  - Dans l'hypothèse où la décision critiquée est maintenue, il appartient au requérant de saisir le Tribunal Administratif d'un recours contentieux.
  - Soit à compter de la réception de la lettre exprimant le rejet du recours gracieux.
  - Soit à compter de l'expiration du délai de 2 mois après formulation du recours gracieux. En effet, le silence gardé par l'administration pendant 2 mois équivaut à un rejet implicite de la demande.
- D'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nîmes.
- Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 6 :** Madame le Directeur Général des Services, Monsieur le Commandant de la brigade de Gendarmerie, Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à CADENET le 10 avril 2024

Le Maire,  
**Jean-Marc BRABANT**

